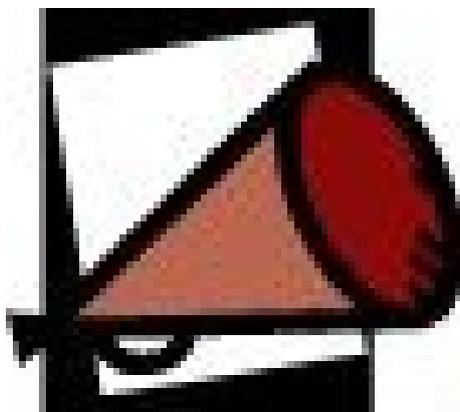


<https://www.pressegauche.org/Grande-marche-familiale-avec-les-lockoutes-d-ABI-La-solidarite-est-au-rendez>



**Grande marche familiale avec
les lockoutés d'ABI - La
solidarité est au rendez-vous
dans les rues de Trois-Rivières**



(Syndicat des Métallos)

Date de mise en ligne : samedi 25 mai 2019

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

TROIS-RIVIÈRES, QC, le 25 mai 2019 - Une vague de solidarité déferle aujourd'hui sur Trois Rivières, alors que quelques milliers de personnes marchent dans les rues de la ville pour demander la fin du lockout chez ABI et une entente négociée. Lockoutés, familles, syndiqués de toutes les régions, de toutes les bannières syndicales, se sont donnés rendez-vous dans le centre ville.

Des leaders syndicaux du Canada, des États-Unis et même du Royaume-Uni sont au nombre des manifestants ainsi que des leaders des quatre centrales syndicales, la FTQ, la CSN, la CSQ et la CSD. « Ça fait chaud au coeur de voir nos familles et amis, au sens propre et au sens syndical du terme, avec nous dans les rues après 16 mois d'un difficile conflit. On espère maintenant que la levée des tarifs américains sur l'aluminium offrira un momentum positif pour favoriser une entente négociée. Notre usine est très compétitive, versatile, et nos membres sont qualifiés pour fabriquer plusieurs produits en aluminium avec une forte valeur ajoutée », fait valoir le président de la section locale 9700 des Métallos, Clément Masse, qui représente les 1030 lockoutés d'ABI à la rue depuis le 11 janvier 2018.

Outre les lockoutés et les membres de la communauté, des militants de partout au Québec sont venus exprimer leur solidarité avec les lockoutés, certains venant d'aussi loin que Toronto, Chibougamau ou encore de l'Abitibi.

Le vice-président international du Syndicat des Métallos à l'échelle nord-américaine et responsable de la négociation regroupée avec les travailleurs d'Alcoa aux États-Unis, Tom Conway, souligne les relations difficiles avec la multinationale de l'aluminium. « Malheureusement, on constate qu'Alcoa fait la guerre à ses travailleurs, plutôt que de miser sur le capital humain, c'est vrai ici à Bécancour, mais ça l'est aussi aux États-Unis. Nous dénoncerons cette attitude nuisible partout où Alcoa a des installations », fait valoir Tom Conway.

De retour d'une instance du syndicat mondial IndustriALL à Bruxelles, le directeur canadien des Métallos, Ken Neumann, abonde dans le même sens. « Alcoa se fait remarquer sur la scène internationale pour sa mauvaise gestion des ressources humaines et ses attaques idéologiques contre les travailleurs », constate-t-il. Ce dernier était également le mois dernier à Brisbane en Australie avec Clément Masse afin de parler du conflit lors du congrès de l'Australian Workers Union, qui représente les travailleurs australiens d'Alcoa.

Au travers de la bonne humeur des participants à la marche, une colère sourde pointait, alors qu'Alcoa et Rio Tinto font perdurer le conflit depuis plus de 16 mois et que le premier ministre a maintes fois pris position contre les syndiqués. « Cette ingérence du premier ministre, qui a choisi le camp de l'employeur, a cristallisé les positions de l'employeur, plutôt que de favoriser un rapprochement. Espérons que la récente rencontre avec le pdg d'Alcoa a été plus constructive », affirme le secrétaire général de la FTQ, Serge Cadieux.

Les contrats d'électricité qui lient ABI au gouvernement permettent d'invoquer la clause de « force majeure » pour ne pas payer pour le bloc d'électricité qui lui est réservé, ce qui a représenté un manque à gagner de 165 millions en 2018 seulement. Le directeur québécois des Métallos, Alain Croteau, dénonce ce scandale : « Tous les Québécois payent pour ce lockout, pour le coup de force des multinationales qui cherchent à laisser moins en retombées au Québec. Il est odieux de voir le premier ministre cautionner cette opération patronale pour réduire les conditions de travail et diminuer les bons emplois au Québec. »

Le lockout chez ABI a été déclenché par Alcoa et Rio Tinto le 11 janvier 2018, alors même que le syndicat avait indiqué qu'il n'avait pas l'intention de se prévaloir de son droit de grève et que seuls deux éléments étaient en suspens à la table de négociations. L'employeur a depuis ajouté plusieurs nouvelles demandes, éloignant d'autant la

perspective d'un règlement. Les syndiqués ont rejeté le 11 mars dernier une offre patronale, inférieure à celle présentée avant le conflit, dans une proportion de 82 %.